

1 février 2011 06h00 | Par **B. B.**

First : revers et espoirs

Un petit projet de diversification abandonné, et un PSE présenté le 9 février.



Ken MacFarlane (à gauche) se rendra jeudi pour la première fois sur le site de l'usine First de Blanquefort. PHOTO ARCHIVES STÉPHANE LARTIGUE

Un mois après sa reprise par Ford, le site First de Blanquefort entre dans le vif du sujet. Il reçoit jeudi la visite de Ken MacFarlane et Nick Caton, vice-présidents de Ford Europe, qui ont repris le dossier en main l'an dernier lorsque l'éphémère actionnaire allemand HZ a fait la preuve de son incapacité.

Ken Macfarlane, a déjà annoncé plusieurs projets, susceptibles de compenser très partiellement l'arrêt programmé cette année des boîtes automatiques destinées aux véhicules américains et thaïlandais

L'un de ces projets disparates est déjà passé mort : les élus du Comité d'entreprise ont appris hier que la conversion de moteurs au GPL, qui aurait pu employer 16 personnes, était abandonnée, du fait de la suppression des aides fiscales à ces véhicules. Quant au reconditionnement d'organes mécaniques, susceptible d'employer jusqu'à 130 personnes, il tarde à prendre forme.

A l'inverse, la diversification dans la construction de carters pour un nouveau moteur Ford, semble en bonne voie, comme la fabrication

de doubles embrayages pour boîtes robotisées fabriquées par GFT, filiale commune de Ford et de l'Allemand Getrag. Tous ces dossiers sont loin de suffire à atteindre l'objectif des 1 000 emplois, fixé par Ford. La pérennité du site passe donc par un projet structurant en mesure d'employer à lui seul plusieurs centaines de salariés. Gilles Penel, secrétaire (CGT) du Comité d'entreprise, ne désespère pas que Ken Macfarlane fasse des annonces jeudi, après avoir visité le site.

Mais même si Ford Europe et la direction de First travaillent sur le dossier, il n'est pas sûr qu'un scénario de ce type soit mûr à ce jour.

Ce qui paraît certain, en revanche, c'est que Stephen Odell a rencontré Christine Lagarde lundi dernier à Bercy, si l'on en croit l'agenda public de la ministre. S'en sont-ils parlés ?

Pendant ce temps, le processus de réduction d'effectifs va se mettre en place : le comité d'entreprise se verra présenter le 9 février un Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) prévoyant plu de 300 suppressions d'emploi, dont une majorité de préretraites à partir de 55 ans, et des départs volontaires.

En revanche, le recours à l'activité partielle de longue durée (APLD)-chômage partiel amélioré- est différé jusqu'à fin octobre. On y verra peut-être plus clair à ce moment-là sur le long terme.